

NOTE

du: Praesidium

à: la Convention

Objet: Groupe de travail "Europe sociale"

Conformément aux conclusions des débats tenus par la Convention le 7 novembre (CONV 400/02), le Praesidium a décidé de créer un groupe de travail "Europe sociale".

Le président de ce groupe sera M. George KATIFORIS. Compte tenu des débats tenus par la Convention le 7 novembre, le Praesidium a établi le mandat présenté en annexe.

Les membres de la Convention qui souhaitent participer aux travaux du groupe sont invités à en informer le Secrétariat d'ici au 29 novembre (à l'attention de Mme Martinez Iglesias, adresse électronique: maria-jose.martinez-iglesias@consilium.eu.int; télécopie. +32 2 285 5060). La composition du groupe sera annoncée lors de la session de la Convention qui se tiendra le 6 décembre.

Groupe de travail 'Europe sociale'

PROJET DE MANDAT

1. L'article 2 de l'avant-projet de Traité constitutionnel entend définir brièvement les valeurs essentielles de l'Union. Quelles valeurs essentielles cette disposition devrait-elle contenir dans le domaine social, tenant compte de celles déjà contenues dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE?
2. L'article 3 de l'avant-projet de Traité constitutionnel entend définir les objectifs généraux de l'Union. Dans quelle mesure et comment ces objectifs généraux devraient-ils inclure des objectifs en matière sociale?
3. Relativement aux compétences de l'Union, estimez-vous qu'il y ait lieu de modifier les compétences actuellement attribuées à l'Union/Communauté en matière sociale? Si tel est le cas, quelles compétences nouvelles devraient être attribuées à l'Union/Communauté en matière sociale, et dans quelle catégorie de compétences les placer?
4. Quel peut être le rôle de la méthode ouverte de coordination et quelle serait la place de celle-ci dans le Traité constitutionnel?
5. Quelle relation peut-on établir entre la coordination des politiques économiques et la coordination des politiques sociales?
6. Quant aux procédures, dans quelle mesure la codécision et le vote à la majorité qualifiée devraient-ils être étendus à des matières pour lesquelles l'unanimité est actuellement exigée?
7. Le Titre VI de l'avant-projet de Traité constitutionnel traite de la vie démocratique de l'Union. Le rôle des partenaires sociaux devrait-il figurer dans ce Titre VI et, si oui, lequel?